

Europe écologie : transformer l'essai ?

samedi 23 janvier 2010, par [COUSTAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 23 décembre 2009).

Passer devant le Parti socialiste... au moins dans deux ou trois régions - par exemple en Île-de-France - lors des élections régionales en mars prochain : tel est bien l'objectif des listes Europe Écologie, la coalition dont les Verts constituent la charpente.

Pour Europe Écologie, l'espoir est de rééditer le score des Européennes de juin dernier où, avec 16,28 % des voix, ils avaient talonné la liste socialiste (16,48 %). Lors du meeting de lancement de la campagne nationale, ce week-end à Montreuil (Seine-Saint-Denis), il y avait d'ailleurs comme un parfum de défi vis-à-vis du PS. Un parfum de revanche aussi, si l'on en croit les déclarations des principaux dirigeants Verts. Ainsi, après avoir égratigné un PS qui « *en est au programme des écologistes... il y a dix ans* », il annonce l'ambition de la coalition : « *être, de manière définitive, la troisième force politique nationale* » avec, comme perspective, d'avoir en 2012 « *entre 50 et 100 députés écologistes à l'Assemblée nationale* ».

Quant à Dominique Voynet – pensant sûrement aux années passées au ministère de l'Écologie sous le gouvernement de Lionel Jospin – elle s'est lâchée : « *Nous ne voulons plus jouer les seconds rôles, les forces d'appoint, les camarades compréhensifs qu'on câline dans l'entre deux tours pour les négliger voire les humilier pendant tout le reste du mandat* » !

De fait, le développement du vote en faveur de la coalition écologiste se nourrit du brouillage d'image et des difficultés du Parti socialiste, beaucoup plus que du caractère offensif de leurs propositions... En effet, jusqu'à présent, Europe Écologie n'a nullement réussi à surmonter la contradiction originelle qui a toujours fragilisé les Verts : la dénonciation souvent juste des catastrophes écologiques présentes et à venir – ce qui appellerait donc des solutions radicales – débouche sur des propositions extrêmement modestes, ne s'attaquant pas aux causes, le tout dans une perspective de cogestion institutionnelle avec des partenaires fort peu préoccupés d'écologie.

Pourtant, chacun peut constater que la montagne du « Grenelle de l'environnement », salué en son temps par les Verts, a accouché d'une souris. Et la faillite du sommet de Copenhague est récemment venue rappeler que l'on ne peut s'attaquer au problème du réchauffement climatique sans remettre en cause le système économique et productif – le capitalisme – qui en est la cause. Ainsi, pour les régionales en Île-de-France, il semble que l'idée phare d'Europe Écologie soit la proposition d'une zone unique de tarification pour les transports en commun. Pourquoi pas ? Mais pourquoi, tout simplement, ne pas oser la gratuité comme le propose le NPA ?

Reste que, sur fond de crise généralisée de la gauche et du mouvement social, la composition même des listes d'Europe Écologie constitue un premier succès pour ses initiateurs. La présence sur ces listes, aux Européennes et aux Régionales, d'Eva Joly ou de Laurence Vichnievsky, de José Bové ou de Marie... Bové, d'Augustin Legrand – animateur des Enfants de Don Quichotte – ou d'Emmanuelle Cosse – ancienne porte-parole d'Act-Up – montrent la capacité de la coalition à attirer des personnalités représentatives de prises de positions radicales et de combats légitimes ainsi que de secteurs militants. À cela s'ajoutent le ralliement de « politiques » venus des sensibilités écologistes du PS ou des opposants du PCF, tels Stéphane Gatignon et Jacques Perreux.

Autant de raisons d'approfondir notre profil écosocialiste et de faire, en pratique, la démonstration que l'écologie politique institutionnelle et néo libérale ne peut ni résoudre les questions qu'elle pose ni répondre aux aspirations des acteurs du mouvement social.

François Coustal

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN 39 (21/01/10).